



**LOT L36**

**CONSTRUCTION D'UNE PLATEFORME DE 6000 M<sup>2</sup> SUR LE CHANTIER RJH**

**MARCHE N° 4000xxxxxx**

ENTRE :

**Le Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé bâtiment le Ponant D-25 Rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> – immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S PARIS B 775 685 019, représenté par **Monsieur David EMOND**, agissant en qualité de Directeur du projet RJH,

ci-après dénommé « **le CEA** » d'une part

ET :

La société **XXXX**, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de XXXX sous le numéro XXXX, dont le siège social est situé au XXXX,  
représentée par **XXX**, agissant en qualité de XXX de site du XXX au sein XXX,

ci-après dénommée « **le Titulaire** » d'autre part,

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1.</b>	<b>OBJET .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2.</b>	<b>DOCUMENTS APPLICABLES .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3.</b>	<b>NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4.</b>	<b>CONDITIONS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>5</b>
4.1	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION .....	5
4.1.1	<i>Obligation de résultat .....</i>	<i>5</i>
4.1.2	<i>Obligation générale de conseil et d'information .....</i>	<i>5</i>
4.1.3	<i>Confidentialité .....</i>	<i>5</i>
4.1.4	<i>Conflit d'intérêt .....</i>	<i>5</i>
4.1.5	<i>Lieu et horaires d'exécution de la prestation .....</i>	<i>6</i>
4.1.6	<i>Traçabilité .....</i>	<i>6</i>
4.1.7	<i>Conformité aux normes .....</i>	<i>6</i>
4.2	CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	6
4.2.1	<i>Livrables documentaires .....</i>	<i>6</i>
4.2.2	<i>Suivi et contrôle des prestations .....</i>	<i>6</i>
4.2.3	<i>Responsables techniques .....</i>	<i>6</i>
4.2.4	<i>Nettoyage .....</i>	<i>7</i>
4.2.5	<i>Protection des ouvrages et des équipements par le Titulaire .....</i>	<i>7</i>
<b>ARTICLE 5.</b>	<b>NOTIFICATION DES DECISIONS PREVUES AU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
5.1	NOTIFICATIONS DES DECISIONS PREVUES AU MARCHÉ PAR ORDRES DE SERVICE (OS) .....	7
5.2	NOTIFICATION DES DISPOSITIONS NON PREVUES AU MARCHÉ (TRAITEMENT DES MODIFICATIONS) .....	8
5.3	ÉTABLISSEMENT DU PRIX DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ .....	8
5.4	REMISE DE L'OFFRE DE PRIX AU CEA .....	8
<b>ARTICLE 6.</b>	<b>CONDITIONS FINANCIÈRES .....</b>	<b>8</b>
6.1	CONTENU ET CARACTERES DES PRIX .....	8
6.2	DECOMPOSITION DU MONTANT DU MARCHÉ .....	9
6.2.1	<i>Part ferme et forfaitaire .....</i>	<i>9</i>
6.2.2	<i>Prestations complémentaires sur devis préalables .....</i>	<i>9</i>
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>CONDITIONS DE PAIEMENT .....</b>	<b>9</b>
7.1	TERMES DE PAIEMENT : PART FERME FORFAITAIRE .....	9
7.2	PAIEMENT DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ .....	10
7.3	RETENUE DE GARANTIE .....	10
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>CONDITIONS DE FACTURATION .....</b>	<b>10</b>
8.1	MODALITES DE FACTURATION .....	10
8.2	RÉGIME FISCAL .....	10
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>SOUS-TRAITANCE .....</b>	<b>10</b>
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION .....</b>	<b>11</b>
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>PENALITES .....</b>	<b>11</b>
11.1	PENALITES .....	11
11.2	MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES ET PLAFOND .....	11
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>QUALITÉ / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 13.</b>	<b>RECEPTION .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 14.</b>	<b>GARANTIE .....</b>	<b>12</b>
<b>ARTICLE 15.</b>	<b>CONTROLE COMPTABLE .....</b>	<b>13</b>

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B23-01674-OFA	4000XXXX	2/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

ARTICLE 16.	JURIDICTION COMPÉTENTE .....	13
ANNEXE 1	OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL.....	15
ANNEXE 2	CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS .....	18
ANNEXE 3	BORDEREAU DES PRIX .....	20

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	3/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

**Affaire suivie techniquement par :**  
Nom : Anthony TOPIN (ASSYSTEM)  
Email : [anthony.topin@cea.fr](mailto:anthony.topin@cea.fr)  
Tél : 04.13.58.09.53

**Affaire suivie commercialement par :**  
Nom : Sandrine GUILLOSSOU (CAP GEMINI)  
Email : [sandrine.guillossou@cea.fr](mailto:sandrine.guillossou@cea.fr)  
Tél : 04.13.58.07.33 / 06.64.55.20.79

## **ARTICLE 1. OBJET**

Le présent Marché, ci-après désigné « Marché », a pour objet de définir les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, les travaux de réalisation d'une plateforme d'entreposage de 6000 m<sup>2</sup> permettant un stockage d'équipements, pour le compte du CEA site de Cadarache – Direction du projet RJH.

## **ARTICLE 2. DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les prescriptions de Sécurité – Sûreté nucléaire – Radioprotection du marché et leurs annexes (référentiels correspondants),
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02267-SGU,
- le Cahier des Charges référencé CDC DOC-0047931\_A,
- la Procédure d'Entrée et sortie de Matériel du centre de Cadarache référencée DEN/CAD/DIR/PR 026,
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (Edition de Janvier 2022),
- Le Cahier des Clauses Sociales particulières applicable aux prestations réalisées par des Entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (C2SP),
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée xxxxx en date du xx/25

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les pièces contractuelles et les documents remis par le C.E.A au TITULAIRE, à la notification du Marché ou en cours de son exécution, doivent être vérifiés par ce dernier. Le TITULAIRE ne doit pas engager une opération quelle qu'elle soit à partir d'un document qui lui est remis et qui n'est pas déclaré « applicable » par le C.E.A. Ces documents peuvent être remis sous forme informatique. En cas de contestations ou de litiges, la version papier prévaut.

Le TITULAIRE est tenu de signaler par écrit au C.E.A, avant toute exécution des études, puis des travaux et / ou des fabrications, toute erreur ou omission et de proposer éventuellement les modifications ou adaptations qu'il juge nécessaires d'apporter à ces pièces et documents pour assurer la parfaite exécution du marché. Une fois l'exécution des études, puis des travaux et / ou fabrications concernés commencée, le TITULAIRE est réputé ne pas avoir d'observation.

## **ARTICLE 3. NATURE ET STRUCTURATION DU MARCHÉ**

La prestation, objet du Marché, sera réalisée conformément aux dispositions des documents CEA précités, ainsi qu'aux prescriptions des textes et normes en vigueur.

Le marché est structuré de la manière suivante :

- Part ferme et forfaitaire :
  - o Mission 1 : Consolidation des études fournies par le CEA
  - o Mission 2 : Terrassement
  - o Mission 3 : Travaux de VRD
  - o Mission 4 : Repli de chantier
  - o Mission 5 : Aménagement du Belvédère

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	4/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

- Part estimative sur devis préalables pour prestations complémentaires:

En support à la réalisation des missions définies supra, le marché prévoit l'opportunité de confier au Titulaire, au besoin, des prestations ponctuelles complémentaires en lien avec l'objet de la prestation. La volumétrie de ces prestations complémentaires est plafonnée à 15% du montant du marché.

## **ARTICLE 4. CONDITIONS D'EXÉCUTION**

### **4.1 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION**

Du seul fait de l'apposition de sa signature sur le présent marché, le Titulaire reconnaît avoir reçu du CEA, toutes les indications nécessaires pour réaliser dans les règles de l'art, les prestations qui lui sont demandées et avoir une parfaite connaissance des exigences imposées pour leur réalisation.

Le Titulaire est réputé s'être assuré de l'exactitude des informations qui lui sont remises par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

Le Titulaire est responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du présent marché, étant précisé que toute prestation défectueuse sera reprise par ce dernier dans les plus brefs délais et exclusivement à ses frais. Il répond en particulier de l'exactitude des documents remis au CEA.

#### **4.1.1 Obligation de résultat**

Les prestations objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, relèvent d'une obligation de résultat à l'égard du CEA. Si le résultat prévu n'était pas atteint, le CEA pourra prononcer, à tout moment, la résiliation du présent marché, sans formalités juridiques ou judiciaires préalables et sans préjudice de dommages-intérêts éventuels conformément aux dispositions de l'article 39 des Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA).

Le Titulaire du présent marché, en tant que spécialiste des prestations qui lui sont confiées, s'engage à les effectuer dans le respect des besoins et fonctionnalités et des contraintes et exigences exprimés par le CEA dans ses documents contractuels.

#### **4.1.2 Obligation générale de conseil et d'information**

Le Titulaire est expressément tenu, au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du Marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu, lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit dans l'exécution du Marché, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### **4.1.3 Confidentialité**

Le Titulaire est tenu de respecter le caractère secret ou confidentiel des informations dont il a connaissance, même de manière fortuite, à l'occasion de l'appel d'offres ou de l'exécution du Marché.

Il répond du respect de ce caractère secret ou confidentiel par son personnel, ses fournisseurs ou ses sous-traitants.

Ces informations ne peuvent, sans autorisation de la personne responsable du Marché, être communiquées à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Les dispositions en matière de confidentialité sont régies par les dispositions de l'article 11 des CGA.

#### **4.1.4 Conflit d'intérêt**

De manière qu'il ne puisse se trouver en situation de conflit d'intérêt à l'occasion de l'exécution du Marché, le Titulaire s'engage à avertir sans délai le CEA si, à l'occasion de l'exécution du Marché, il se trouve en situation de pouvoir influencer sur les conditions dans lesquelles une Société avec laquelle il entretient des liens soumissionnerait, obtiendrait ou exécuterait un marché portant sur des prestations qui entreraient, directement ou indirectement, dans le champ d'un ou plusieurs projets ou interviendrait en sous-traitance d'un tel marché.

Après examen de la situation ainsi créée, le CEA, soit donnera au Titulaire son accord pour la poursuite des prestations, soit déliera le Titulaire des engagements nés du Marché en ce qui concerne les prestations concernées et négociera avec lui la moins-value résultant de la non-exécution des prestations.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	5/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Si la sous-traitance est autorisée, le Titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants se conforment, en ce qui concerne leur propre autonomie, aux dispositions de la présente clause relative au conflit d'intérêt et à écarter tout sous-traitant d'un groupe de tâches pour lequel ledit sous-traitant se trouverait en situation potentielle de conflit d'intérêt.

Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des engagements ci-dessus, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation du Marché à ses torts, sans formalités judiciaires et sans préavis par le CEA, sans préjudice de tous dommages et intérêts au bénéfice du CEA.

#### 4.1.5 Lieu et horaires d'exécution de la prestation

La prestation sera principalement réalisée dans les locaux du CEA, sur les base-vies de la zone du chantier clos et indépendant du RJH à Cadarache. Les horaires d'accès au chantier RJH sont spécifiés dans le règlement de chantier du RJH.

#### 4.1.6 Traçabilité

L'ensemble des actions réalisées ou prévues par le Titulaire, à son initiative ou consécutivement à une demande du CEA doit faire l'objet d'un enregistrement précis permettant la traçabilité des opérations.

#### 4.1.7 Conformité aux normes

Les prestations seront exécutées conformément aux règles de l'art, et aux prescriptions des codes, lois, règlements, instructions, normes, ainsi que des documents techniques unifiés en vigueur et des documents et définition de référence mentionnés dans le Cahier des Charges. Ils devront être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du Code du Travail.

Le Titulaire sera toujours réputé s'être assuré de l'exactitude des descriptifs / indications / informations qui lui seront remis par le CEA, ainsi que de la possibilité de les suivre strictement.

### 4.2 CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

#### 4.2.1 Livrables documentaires

Le Titulaire s'engage à remettre au CEA la totalité des documents devant être réalisés dans le cadre des prestations conformément aux exigences du chapitre 6.4 du cahier des charges CDC DOC-0047931\_A à la fréquence demandée et dans les temps impartis.

Conformément à la spécification de management applicable aux fournisseurs (réf. B-1.1 de la LDA), tous les documents devront être acceptés par le CEA et seront la propriété du CEA, après leur acceptation.

Cette acceptation ne pourra en aucune manière et à aucun moment être invoquée par le Titulaire pour s'exonérer ou tenter de s'exonérer de tout ou partie de ses responsabilités.

#### 4.2.2 Suivi et contrôle des prestations

Les modalités de suivi de la prestation sont définies au §6.3 du cahier des charges DOC-0047931 A.

La mise en œuvre des actions proposées au stade de l'offre en terme de maîtrise de l'environnement seront détaillées par le titulaire lors de la réunion d'enclenchement. Par la suite ces points seront suivis une fois par mois, lors des réunions hebdomadaires, (§ 6.3.4.1 du cahier des charges).

#### 4.2.3 Responsables techniques

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, les parties désignent comme responsables techniques les personnes suivantes :

**Pour le CEA :**

Nom : Anthony TOPIN (ASSYSTEM)

Email : [anthony.topin@cea.fr](mailto:anthony.topin@cea.fr)

Tél : 04.13.58.09.53

**Pour le Titulaire :**

Nom :

Email :

Tél :

Le CEA et le Titulaire pourront changer de responsable en cours de marché moyennant le respect d'un préavis de quinze jours notifié par simple courrier.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	6/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

#### 4.2.4 Nettoyage

Les prix et le planning du TITULAIRE prennent en compte les contraintes de nettoyage du chantier définies dans les instructions générales de chantier au dernier indice en vigueur, ainsi que les contraintes d'intervention liées à ses prestations au repli du chantier.

#### 4.2.5 Protection des ouvrages et des équipements par le Titulaire

Le C.E.A est responsable de la protection des parties communes.

Un état des lieux contradictoire sera dressé avant et après intervention sur site.

- Protection de ses équipements par le TITULAIRE :

Le TITULAIRE est tenu de protéger les équipements qu'il installe contre tous risques d'agression externe ou de pollution interne qu'on peut attendre sur un chantier de travaux.

- Protection des ouvrages déjà réalisés ou des équipements de lots tiers installés :

Le TITULAIRE qui intervient dans des zones où des ouvrages sont déjà réalisés et où des équipements de lots tiers peuvent être installés est tenu de prendre les dispositions nécessaires de protection afin d'éviter toutes dégradations desdits travaux et équipements. Les dispositions prises doivent être adaptées aux risques générés par les travaux du TITULAIRE. En particulier, il peut être amené à compléter les protections des équipements des lots tiers s'il les juge insuffisantes en regard des risques qu'il génère.

- Protection des ouvrages et équipements d'entreprises tierces :

Le TITULAIRE doit s'assurer que les ouvrages définitifs et les équipements de lots tiers installés dans la zone où il doit intervenir sont suffisamment protégés (contre pollution et agressions) par rapport aux travaux qu'il doit effectuer. En cas d'insuffisance de protection, il doit en avertir le C.E.A et mettre en place les moyens et actions nécessaires pour circonscrire sa zone de travaux afin de d'assurer toute absence de dégradation ou pollution des équipements tiers.

Le TITULAIRE est également responsable et prend en charge l'ensemble des reprises et réparations (hors travaux de peinture) rendues nécessaires par l'exécution de ses travaux dans la zone allouée. Le TITULAIRE s'assure de la faisabilité de ces reprises tout au long de l'avancement de ses travaux, en adoptant notamment un ordonnancement adapté lorsqu'il le juge nécessaire.

Sur demande du C.E.A un état des lieux pourra être établi, avec présence du TITULAIRE, conformément aux IGC TA-2004111 indice. F et TA-6332342 indice. D.

### ARTICLE 5. NOTIFICATION DES DECISIONS PREVUES AU MARCHÉ

Les décisions notifiées au Titulaire, dans le cadre de l'exécution du Marché pourront être de 2 natures :

- La notification d'une disposition prévue au Marché (mise à disposition, transmission de donnée d'entrée,),
- La notification d'une disposition non prévue au contrat (modification du contenu de la prestation ou des dispositions contractuelles, réalisation de prestations complémentaires sur devis préalable).

#### 5.1 NOTIFICATIONS DES DECISIONS PREVUES AU MARCHÉ PAR ORDRES DE SERVICE (OS)

Dans le cadre de sa mission de suivi de l'exécution du Marché, le CEA notifie au Titulaire l'ensemble des dispositions contractuelles prévues au contrat pour exécution par Ordre de service (OS). Ces derniers sont émis, instruit et validé par le CEA.

L'Ordre de Service (OS) est l'acte unilatéral écrit par lequel le CEA précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du Marché (mise à disposition, transmission de données d'entrée, franchissement de jalon...). Le Titulaire doit en accuser réception datée. Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les notifier au CEA dans un délai de 10 jours ouvrés.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	7/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Le Titulaire se conforme strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet de réserves de sa part, à l'exception d'une modification substantielle du Marché au sens de la jurisprudence administrative.

**5.2 NOTIFICATION DES DISPOSITIONS NON PREVUES AU MARCHÉ (TRAITEMENT DES MODIFICATIONS)**

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des dispositions non prévues au Marché. Il s'agit d'évolutions, en plus ou en moins, de tout ou partie du contenu des différentes missions définies au Marché.

Les échanges entre le Titulaire et le CEA en matière d'évolutions sont formalisés par une Fiche Descriptive de Modification Titulaire (FDM). La FDM est le descriptif technique d'une évolution demandée par le Titulaire ou demandée au Titulaire par le projet RJH.

La FDM n'est jamais « exécutoire ». L'exécution d'une FDM nécessite un Accord pour Modification de Contrat (AMC) signé par le Titulaire et le projet RJH.

A l'issue de l'instruction d'une FDM, et après convergence, un Accord pour Modification de Contrat (AMC) est notifié au Titulaire par le CEA qui entérine l'accord des parties.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter ces modifications.

Le Titulaire est tenu de signaler immédiatement au CEA, au cours de l'instruction des modifications du Marché, les risques, les inconvénients, les vices, les erreurs, les omissions, les incohérences ou les contradictions qui pourraient résulter des modifications notifiées ou résultant de circonstances imprévues.

De même, le Titulaire doit immédiatement signaler au CEA toute circonstance imprévue susceptible d'avoir une incidence sur le déroulement du Marché.

A défaut d'avoir procédé à cet avis motivé, dans les 10 jours de la découverte de tels vices, risques, erreurs, omissions, incohérences ou contradictions ou de la survenance de telle circonstance imprévue, il ne pourra prétendre à aucun délai et / ou rémunération complémentaire.

Aucune modification ne pourra donner lieu à commencement d'exécution par le Titulaire avant qu'il n'ait reçu l'AMC correspondant signé du CEA.

**5.3 ÉTABLISSEMENT DU PRIX DES MODIFICATIONS DU MARCHÉ**

Le coût des modifications sera arrêté par application des prix unitaires figurant dans bordereau général des prix du Marché (BGP excel). A défaut de prix unitaires adaptés, le coût de la modification sera établi sur devis détaillé soumis à l'approbation du CEA, à partir de prix élémentaires figurant dans les sous-détails de prix remis par le Titulaire et joints au Marché.

Si dans le cadre d'une modification demandée au Titulaire, ce dernier ne peut que sous-traiter à un tiers, le Titulaire consulte avec mise en concurrence (au minimum 3 devis) et justifie de manière expresse la motivation de son choix.

Le prix est alors déterminé par l'application d'un coefficient de peines et soins au prix d'achat hors taxes de ces sous-traitances ou approvisionnements, sur présentation de la facture du tiers.

Les prix des modifications seront établis aux conditions économiques du mois et de l'année de la remise de l'offre

**5.4 REMISE DE L'OFFRE DE PRIX AU CEA**

Le Titulaire dispose de 10 (dix) jours ouvrés pour remettre sa proposition de prix au CEA à partir de la date à laquelle le besoin lui a été signifié par le CEA.

**ARTICLE 6. CONDITIONS FINANCIÈRES**

**6.1 CONTENU ET CARACTERES DES PRIX**

Les prix forfaitaires sont réputés comprendre l'ensemble des charges et dépenses de toutes natures nécessaires à la parfaite réalisation du Marché, et s'entendent quelles que soient les sujétions et les difficultés d'étude et de réalisation rencontrées par le Titulaire lors de l'exécution des prestations. Le CEA n'a rien à payer en sus de l'application de l'article 6.2 ci-dessous

Les prix sont établis aux conditions économiques du mois et de l'année de remise de l'offre (09/2025).

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	8/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



## 6.2 DECOMPOSITION DU MONTANT DU MARCHÉ

Le montant du Marché s'élève à la somme estimative de **XXXX,XX € HT** se décomposant comme suit (cf Annexe 2 BGP) :

### 6.2.1 Part ferme et forfaitaire

Le montant total des prestations visées à l'article 3 du Marché est fixé à la somme ferme et forfaitaire de : **XXXXX € H.T.**, décomposée comme suit :

- Mission 1 : Consolidation des études fournies par le CEA : XXXX euros HT
- Mission 2 : Terrassement : XXXX euros HT
- Mission 3 : Travaux de VRD : XXXX euros HT
- Mission 4 : Repli de chantier : XXXX euros HT
- Mission 5 : Aménagement du Belvédère : XXXX euros HT

### 6.2.2 Prestations complémentaires sur devis préalables

Le montant total de la part sur devis préalables s'élève à la somme estimative plafond de **XXXX € HT**. Ce montant est plafonné à 15 % du montant total du marché.

## ARTICLE 7. CONDITIONS DE PAIEMENT

Le montant de chaque part sera facturé par le Titulaire après acceptation de l'ensemble des livrables et/prestations par le CEA comme suit :

### 7.1 TERMES DE PAIEMENT : PART FERME FORFAITAIRE

Une facturation des termes de paiement déclinés ci-après, à l'acceptation des documents constituant les dossiers d'études requis dans le cahier des charges, toutes non-conformités et réserves ayant été levées, aux échéances suivantes :

- 90% du montant HT de la mission 1 : consolidation des Etudes d'exécution dont :  
30% du montant HT soit xxx€ à la remise des documents en BPA ;  
60 % du montant HT soit xxx€ à l'acceptation des documents sans réserve par le CEA
- 90% du montant HT de la mission 2 : Terrassement dont :  
30% du montant HT soit xxx€ au constat d'enclenchement des opérations ;  
60 % du montant HT soit xxx€ au constat de fin des opérations.
- 90% du montant HT de la mission 3 : Travaux de VRD :  
30% du montant HT soit xxx€ au constat d'enclenchement des opérations ;  
60 % du montant HT soit xxx€ au constat de fin des opérations.
- 90% du montant HT de la mission 4 : Repli de chantier :  
30% du montant HT soit xxx€ au constat d'enclenchement des opérations ;  
60 % du montant HT soit xxx€ au constat de fin des opérations.
- 90% du montant HT de la mission 5 : Aménagement du Belvédère :  
30% du montant HT soit xxx€ au constat d'enclenchement des opérations ;  
60 % du montant HT soit xxx€ au constat de fin des opérations.
- 10% à l'acceptation du DOE par le CEA.

Aucune facture ne pourra être émise par le Titulaire avant acceptation par le CEA des prestations réalisées.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	9/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## 7.2 PAIEMENT DES MODIFICATIONS DU MARCHE

Les modifications associées à la part estimative sur devis préalable pour les prestations complémentaires, instruites et notifiées au TITULAIRE par AMC seront facturées suivant les dispositions précisées sur chaque AMC, dans la limite du plafond défini à l'article 3.

## 7.3 RETENUE DE GARANTIE

Une retenue de garantie de 5% du montant HT de chaque poste du marché sera prélevée sur ce dernier terme de facturation, correspondant à la réception du Marché, et sera payée au terme du délai de garantie.

Toutefois le montant de cette retenue de garantie pourra être payé en même temps que le terme de paiement associé, sous réserve de la fourniture préalable par le titulaire d'une caution bancaire personnelle et solidaire d'un montant équivalent, à verser à première demande au CEA.

La mainlevée sera prononcée à l'issue du délai de garantie.

## ARTICLE 8. CONDITIONS DE FACTURATION

### 8.1 MODALITES DE FACTURATION

Toutes les factures émises par le Titulaire au titre du présent marché devront porter la référence de ce dernier ainsi que des éventuels AMC correspondants.

Toutes les factures dématérialisées via le portail de l'État Chorus Pro par le TITULAIRE au titre du Marché, en plus des mentions légales devront porter :

- **Le numéro de SIRET** du CEA (siège) : 77568501900587
- **Le code service** : CAD-C
- **Le numéro d'engagement** CEA : 4000xxxxxx

Pour tout renseignement :

- mail générique : [RELANCES@cea.fr](mailto:RELANCES@cea.fr),
- ligne dédiée : 01 69 08 47 50
- difficultés techniques dans CHORUS : [CONTACT\\_DEMAT@cea.fr](mailto:CONTACT_DEMAT@cea.fr).

Le C.E.A en assurera le règlement à trente jours à compter de la date de réception de la facture par le C.E.A après exécution.

Pour les marchés relatifs à des prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

### 8.2 REGIME FISCAL

Le présent Marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA. Le TITULAIRE s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

## ARTICLE 9. SOUS-TRAITANCE

Outre les dispositions de l'article 7 des CGA qui sont applicables, il est précisé que :

- Toute opération de sous-traitance est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.
- Le Titulaire doit reporter dans les contrats avec ses sous-traitants l'ensemble des obligations et des spécifications du Marché relatives aux prestations sous-traitées.
- La sous-traitance totale est interdite.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	10/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ARTICLE 10. DURÉE ET DELAIS D'EXECUTION

Le Marché est conclu pour une durée de XX mois fermes à partir de la réunion d'enclenchement du Marché T0.  
Le Titulaire s'engage à réaliser l'intégralité des prestations, objet du présent marché, dans le respect du phasage de son planning d'exécution accepté par le CEA lors de la réunion d'enclenchement.  
Les délais des différents jalons contractuels sont définis tels que ci-dessous :

J0 : Enclenchement	xxx
J1: Validation des études d'exécution L10	T0+xxx
J2 : Fin des opérations de réalisation de la dalle	T0+xxx
J3 : Remise du DOE	T0+xxx
J4 : Réception du marché	T0+xxx

## ARTICLE 11. PENALITES

### 11.1 PENALITES

En complément des dispositions énoncées par l'article 24 des CGA du CEA, il est fait application des dispositions contractuelles ci-après en cas de dysfonctionnements constatés dans le déroulement de la prestation :

N°	CONDITION D'APPLICATION	PENALITES
P1	Retard sur le jalon J1 (validation des études d'exécution du L10)	200€ par jour de retard
P2	Retard sur le jalon J4 (réception du marché)	500€ par jour de retard
P3	En cas d'absence de suivi et/ou non-respect des engagements en termes de maîtrise de l'environnement	200€ pour chaque constat d'écart observé lors des réunions de suivi (voir article 4.2.2).

### 11.2 MODALITES D'APPLICATION DES PENALITES ET PLAFOND

Les différentes pénalités sont applicables indépendamment de l'obligation faite au TITULAIRE d'accomplir toutes les obligations à sa charge.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- plafonnées à 10 % du montant total du marché (y compris options levées),
- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA,
- n'ont pas un caractère libératoire. Leur application n'interdit pas au CEA de prétendre à réparation de la part du Titulaire dans le cas où il lui aurait causé préjudice.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	11/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## **ARTICLE 12. QUALITÉ / SECURITE / SURETE / ENVIRONNEMENT**

Les prestations, objet du présent marché, sont réalisées suivant les exigences fixées par le CEA pour la sécurité et par les normes en vigueur ISO 9001 et ISO 14001 pour la qualité et l'environnement.

Le Titulaire applique le système d'assurance de la qualité décrit dans son plan d'assurance de la qualité de manière à permettre l'application des dispositions de l'arrêté du 7 Février 2012 fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base depuis la phase de conception jusqu'au démantèlement.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA.

Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

Le Titulaire assistera le CEA dans le cadre des audits et visites de surveillance relatifs à son propre Système de Management.

S'il apparaît que certaines dispositions relatives à la maîtrise de la qualité, à la démarche environnementale ou en matière de sécurité, sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le contrat peut être résilié aux torts du Titulaire, sans indemnité.

Les clauses de protection des informations sont détaillées dans l'annexe 2 du présent document.

## **ARTICLE 13. RECEPTION**

L'ensemble du Marché fait l'objet d'une réception, prononcée conformément aux dispositions des articles 30 et 34 des Conditions Générales d'Achat du C.E.A, complétées par les documents de management de projet.

La réception du Marché est prononcée au terme de l'acceptation de la totalité des obligations du TITULAIRE.

Les opérations préalables à la réception (OPR) du Marché sont déclenchées, à la demande du TITULAIRE, à l'issue de l'achèvement des travaux. Le déroulement des opérations préalables à la réception est décrit dans les documents de management de projet cités dans la LDA.

La réception du Marché ne peut être prononcée tant que l'ensemble du DOE requis au Marché n'a pas été remis en quantité et en qualité, et accepté par le C.E.A.

La réception donne lieu à établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par le TITULAIRE et le C.E.A.

Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble du Marché.

## **ARTICLE 14. GARANTIE**

Les conditions de garantie applicables au Marché sont celles figurant aux Conditions Générales d'Achat du C.E.A (cf. chapitre 11 des CGA).

Les délais de garantie sont :

- De 1 (un) an pour la garantie de parfait achèvement
- De 2 (deux) ans pour la garantie de bon fonctionnement, des matériels et équipements.
- De 10 (dix) ans pour la garantie décennale.

Pour l'ensemble de ces garanties, le départ de la période de garantie est la réception du Marché.

En cas d'indisponibilité totale ou partielle des installations dans leurs fonctions nominales telles que définies au Marché du fait des ouvrages, partie d'ouvrages ou travaux réalisés par le TITULAIRE, ou en cas d'indisponibilité totale ou partielle des ouvrages ou parties d'ouvrages dans leurs fonctions nominales telles que définies au Marché, pour une raison imputable au TITULAIRE pendant les périodes de garantie, les délais de ces garanties sont prolongés d'une durée égale à la durée de non disponibilité de l'installation, des ouvrages ou parties d'ouvrages.

L'expiration de ces délais, dans la mesure où les obligations résultant de ces garanties auront été remplies, sera constatée par procès-verbal signé par le TITULAIRE et par le C.E.A.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXX	12/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ARTICLE 15. CONTROLE COMPTABLE

En application des dispositions de l'Article 54 de la loi de finances du 23 février 1963, le TITULAIRE accepte que le CEA vérifie, ou fasse vérifier sous sa responsabilité par un mandataire dûment désigné, le bien-fondé des prix du présent Marché,

A cet effet, le TITULAIRE s'engage :

- à isoler dans sa comptabilité les opérations se rapportant à l'exécution du présent Marché et permettant de dégager :
  - les dépenses afférentes aux approvisionnements de toute nature destinés à entrer dans la composition des travaux ou des fournitures, objet du présent Marché,
  - les frais concernant la main-d'œuvre effectivement et exclusivement employée à l'exécution desdits travaux ou fournitures,
  - l'intégralité des autres charges individualisées directement applicables au présent Marché, y compris douanières,
  - toutes les charges dites indirectes, imputables en totalité ou pour partie seulement au présent Marché, y compris fiscales.
- à produire, sur simple demande, ses comptes généraux et le compte de résultat du présent Marché accompagnés des principales justifications.
- à présenter sur place, si le CEA le juge utile, la totalité des pièces justificatives de ces dépenses et notamment les propositions et factures de ses sous-traitants et les feuilles d'attachement de son personnel.
- à obtenir de ses fournisseurs et sous-traitants et produire à la demande du CEA ou de son mandataire, les mêmes justifications sur le coût réel des fournitures ou travaux réalisés par ces derniers.

Si après mise en demeure, le TITULAIRE s'abstient de communiquer des pièces ou documents, donne des renseignements erronés ou met obstacle à la vérification, le CEA peut décider la suspension des paiements à venir dans la limite de 1/10ème du montant hors taxes du Marché.

En cas de manquement du TITULAIRE à ses obligations, la résiliation du présent Marché aux torts du TITULAIRE peut être prononcée de plein droit par le CEA, sans formalités judiciaires et sans préjudice de tous dommages et intérêts éventuels.

## ARTICLE 16. JURIDICTION COMPÉTENTE

Tout différend pouvant survenir entre le Titulaire et le CEA, relatif au présent marché, est de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Marseille.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	13/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Fait en deux exemplaires originaux :

Pour le CEA :	Signature :  Date :
Pour le Titulaire :	Signature :  Date :

## **ANNEXE 1 OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT À SON PERSONNEL**

En complément des dispositions prévues aux Conditions Générales d'Achat (CGA), et/ou du Règlement intérieur (Titre III) précités à l'article 2 « documents applicables », le Titulaire est responsable de l'application à son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du présent marché :

- de l'ensemble de la législation et réglementation sociales (hygiène et sécurité, radioprotection, dosimétrie, travail dissimulé...), notamment, du code du travail et du code de la santé publique,
- des instructions générales de sécurité applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site,
- des instructions particulières aux installations où sont exécutées les prestations.

A ce titre, le Titulaire est notamment tenu de respecter et de faire respecter par son personnel :

### **1. La législation et la réglementation relatives à l'hygiène et la sécurité du travail issues du code du travail**

et notamment :

- les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (articles R. 4511-1 et suivants du code du travail) ;
- les prescriptions particulières de sécurité et de protection de la santé des personnes qui interviennent sur les chantiers de bâtiment et de génie civil (articles L.4531-1 et suivants et R.4532-2 et suivants du code du travail) ;
- l'interdiction de faire appel aux salariés sous contrat de travail à durée déterminée ou aux salariés des entreprises de travail temporaire pour la réalisation de travaux à risques particuliers.

Au titre de ces dispositions, le Titulaire veillera, notamment, à définir une organisation en matière de sécurité et désignera un correspondant sécurité qui sera l'interlocuteur de l'Ingénieur Sécurité de l'Installation du CEA.

### **2. La législation et la réglementation relatives à la radioprotection** dont :

Les dispositions du code de la santé publique ainsi que les dispositions relatives, notamment, à la protection des travailleurs contre les dangers des rayonnements ionisants et leurs modalités pratiques d'application par :

- la surveillance médicale des personnels et la tenue et la mise à jour des documents prévus par la réglementation ;
- la formation aux risques radiologiques répondant aux exigences du décret n° 2003-296 : formation CEFRI option centre de recherches ou équivalent (programme, durée de formation...) ;
- le classement du personnel dans la catégorie requise ;
- l'assistance de l'unité chargée d'assurer la protection contre les rayonnements. En particulier, le Titulaire communique au Service de Protection contre les Rayonnements (SPR, pour tout nouvel arrivant devant intervenir en zone surveillée ou contrôlée, les doses efficaces et résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle sur une période de 12 mois glissants ;
- la mise en œuvre des obligations particulières en matière de dosimétrie et d'utilisation d'appareils et d'équipements de protection individuelle,
- la certification répondant aux exigences de l'arrêté du 27 novembre 2013 relatif aux entreprises intervenant au sein d'établissements exerçant des activités nucléaires et des entreprises de travail temporaire concernées par ces activités,
- le respect des règles générales de radioprotection en vigueur sur le Centre de Cadarache ainsi que les prescriptions de radioprotection décrites dans les Dossiers d'Intervention en Milieu Radioactif (DIMR) et dans les documents des installations relatifs aux travaux à réaliser.

Le Titulaire est tenu de fournir à son personnel des appareils, équipements de protection individuelle et instruments de mesure de l'exposition individuelle (notamment : masques de protection des voies respiratoires, tenues de protection, dosimètres) et de procéder à leur entretien et à leur contrôle annuel.

Les EPVR (Equipements de Protection des Voies Respiratoires) fournis par le Titulaire à ses salariés devront répondre aux exigences des normes NF EN136 et EN14387.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	15/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	



Le Titulaire devra s'assurer de l'adéquation des EPVR aux risques mentionnés au plan de prévention établi entre les parties.

Ces EPVR devront être équipés d'une cartouche filtrante neuve adaptée aux risques présents sur l'(les) installation (s) conformément au Plan de Prévention. Les EPVR ne pourront sortir du périmètre des installations du centre de Cadarache qu'après contrôle tracé du Service de Protection contre les Rayonnements ionisants. Toutes les cartouches filtrantes ne pourront en aucun cas sortir des installations du Centre de Cadarache. Toutes cartouches utilisées (opercule ouvert) devront être mises dans la filière des déchets nucléaires (à minima TFA) sur l'installation où elles auront été utilisées.

Les consignes particulières prises sur le Centre de Cadarache en application du décret n°2003-296 (codifié aux articles R.4451-1 et suivants du code du travail) autorisant le chef d'établissement à adopter des mesures en matière de radioprotection, prévoient, notamment, des plafonds en matière d'exposition individuelle aux rayonnements ionisants, l'utilisation du système CARD pour le suivi de la dosimétrie opérationnelle du personnel affecté à des travaux sous rayonnements ou intervenant en zone contrôlée, l'utilisation si nécessaire d'EPVR filtrants (Equipements de Protection des Voies Respiratoires), un référentiel des durées d'intervention en tenue de protection et des recommandations pour l'évaluation de la situation de travail.

En particulier, aux termes de ces consignes :

- la somme des doses efficaces reçues par exposition externe et interne par un travailleur intervenant en zone surveillée ou réglementée ne doit pas dépasser 15 mSv sur douze mois consécutifs ;
- les appareils, équipements de protection et instruments de mesure du Titulaire doivent respecter, en particulier, les conditions suivantes :
  - les dosimètres doivent être compatibles avec le système de suivi de la dosimétrie opérationnelle CARD utilisé par le CEA ;
  - les EPVR filtrants doivent être certifiés CE et avoir été vérifiés selon une méthode normalisée ou validée par le CEA dans l'année qui précède leur utilisation dans les installations du CEA. Une copie des certificats de contrôle devra être remise au CEA ;
  - la durée maximale de port des tenues avec ou sans adduction d'air doit respecter le référentiel établi par le CEA figurant dans le cahier des charges du présent marché ou doit être validé par le Service de Santé au Travail du Centre de Cadarache en concertation avec le service de médecine du travail du Titulaire dans le cadre d'une convention signée entre eux.

Le CEA procède directement à la transmission des résultats nominatifs de dosimétrie opérationnelle issus du système CARD par informatique vers la base SISERI de l'IRSN. Le CEA met par ailleurs les résultats de la dosimétrie opérationnelle à la disposition de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR) du Titulaire, au travers d'un accès à la borne informatisée de consultation de la base CARD2. Cette disposition permet à la PCR d'assurer le suivi de la dosimétrie opérationnelle des intervenants pour le compte de son entreprise et d'assurer la communication des résultats, sous leur forme nominative, au travailleur concerné, au médecin désigné à cet effet par celui-ci, au médecin du travail dont il relève, et au chef d'établissement, ainsi que les communications prévues par le décret n° 2003-296.

### **3. Respect par le Titulaire du marché de la réglementation fiscale et sociale**

Le Titulaire s'engage à remettre :

- Lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail) ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

En outre, conformément aux dispositions de l'article R.1263-12 du code du travail, si le Titulaire est établi à l'étranger et qu'il détache un ou plusieurs salariés en France, il doit fournir, avant le début du détachement, les documents suivants au CEA :

- Une copie de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice « SIPSI » du Ministère chargé du travail ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du travail.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	16/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

Le Titulaire doit s'assurer, lors de la conclusion du marché et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions Générales d'Achat du CEA).

#### **4. Les habilitations – les certifications**

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous les personnels amenés à intervenir sur le Centre de Cadarache (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, intervention en zone réglementée etc.) et à signaler toute modification des documents intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité à l'occasion de dommages causés par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

#### **5. Les modalités d'accès au Centre**

##### **5.1 La procédure CEA**

L'accueil des personnels du Titulaire s'effectuera conformément aux dispositions des procédures d'accès au centre CEA listées ci-après :

- Procédure « demande d'accès au centre CEA de Cadarache » référence DEN/CAD/DIR/PR/019,
- Procédure « demande d'accès autre que visiteur » référence DEN/CAD/DIR/PR/020.

A cette fin et avant le début d'exécution de la prestation objet du présent marché, le Titulaire se rapprochera de son correspondant technique contractuel (Unité donneur d'ordre) et lui délivrera toutes les informations lui permettant d'effectuer les démarches nécessaires pour l'accès des personnels du Titulaire.

Les demandes d'accès obéissent à des régimes différents suivant la durée de la présence sur le Centre de Cadarache telle que prévue au marché :

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre, avec un délai d'anticipation entre la saisie dans l'application informatique HORUS et l'entrée sur le centre des personnels du Titulaire de :

- personnel UE : 7 jours incompressibles,
- personnel non UE : 20 jours ouvrés (délai réduit à 3 jours si le personnel est accompagné d'un agent CEA en permanence et sous réserve de l'obtention d'une dérogation de l'Officier de Sécurité du centre).

##### **Présence de longue durée (supérieure ou égale à 32 jours sur le centre) :**

La demande d'accès est réalisée par l'Unité donneur d'ordre qui dépose auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) une demande de Laissez-Passer Entreprise (LPE), dûment remplie et signée par le Titulaire avec toutes les pièces justificatives requises, suivant le formulaire adapté décrit dans la Procédure CEA précitée.

Dans le cas d'une première demande d'accès sur le Centre de Cadarache, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **deux (2) mois avant le début d'exécution de la prestation.**

Dans le cas où l'Unité donneur d'ordre doit faire travailler le Titulaire avant ce délai de 2 mois, elle devra, après le dépôt du dossier, initier également une demande d'accès pour une présence de courte durée.

Dans le cas d'un renouvellement d'accès, cette demande de LPE devra être déposée auprès du service accueil du CEA (bâtiment 105) **quinze (15) jours avant le début d'exécution de la prestation.**

##### **5.2 Les jours de fermeture du Centre de Cadarache**

Les jours de fermeture pourront être communiqués au Titulaire sur simple demande auprès de l'interlocuteur commercial CEA.

#### **6. La sous-traitance**

Les dispositions de la présente annexe s'appliquent également aux sous-traitants du Titulaire, proposés en début de marché ou en cours d'exécution.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXX	17/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ANNEXE 2 CLAUSES DE PROTECTION DES INFORMATIONS

### Obligation de confidentialité

Les informations et documents relatifs à l'exécution du Marché n'ont pas vocation à être publics.

Le TITULAIRE s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation écrite du C.E.A, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit contrat en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le TITULAIRE doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au Marché.

### Gestion des informations du C.E.A

L'exécution du Marché peut conduire le TITULAIRE à avoir connaissance d'informations qui, sans être couvertes par le secret de défense <sup>1</sup>, relèvent au C.E.A de la Diffusion Ordinaire (DO) ou qui sont protégées par la mention Diffusion Restreinte (DR).

- DIFFUSION ORDINAIRE

Les systèmes d'information traitant des informations de niveau Diffusion Ordinaire doivent respecter les mesures recommandées par l'ANSSI dans son Guide d'Hygiène Informatique et dans l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI lorsqu'elles sont identifiées comme sensibles.

- DIFFUSION RESTREINTE

Les informations et supports de niveau Diffusion Restreinte doivent faire l'objet des mesures de protection indiquées dans :

- l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale,
- l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n° 901/SGDSN/ANSSI.

Les échanges d'informations sensibles ou de niveau DIFFUSION RESTREINTE au format électronique doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un outil qualifié par l'Agence Nationale de Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI).

En application, le C.E.A a fait le choix de ZoneCentral/Zed de la société PRIM'X Technologies.

Pour la sécurisation des transmissions électroniques avec le C.E.A, le TITULAIRE peut faire l'acquisition, auprès de la société PRIM'X Technologies, d'une licence ZoneCentral ou télécharger le gratuiciel.

- Maîtrise des échanges et supports autorisés

Ces règles s'appliquent à tous les acteurs du marché, C.E.A, TITULAIRE, co-traitant et sous-traitant.

(\*) Accès par mot de passe

---

<sup>1</sup> Les marchés classifiés et sensibles doivent être instruits conformément aux obligations de l'instruction interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	18/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION ORDINAIRE
Messagerie électronique	Conteneur chiffré*	Conteneur chiffré* peut être demandé quand la sensibilité le nécessite.
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud » (Dropbox, We Transfer, Google Drive, etc.)	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé par l'ASSI : Conteneur chiffré*	
En attachement à un service externalisé de visioconférence (WebEx, etc.)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré*: Les supports doivent être dédiés, marqués et enregistrés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DR.	Conteneur chiffré* peut être demandé. Les supports doivent être dédiés. Acheminement conforme aux règles d'acheminement des courriers DO.
DVDrom ou CDrom		
Connexion sur un réseau CEA d'un équipement appartenant au Titulaire	INTERDIT sauf si l'équipement est dédié, identifié, autorisé par l'ASSI et conforme à la PSSI du CEA.	

### Système d'information

Dans le cas où des informations du C.E.A doivent être traitées sur le système d'information du TITULAIRE, celui-ci doit être protégé par un antivirus efficace mis à jour régulièrement et l'accès aux informations restreint aux seules personnes ayant à les consulter et à les traiter, via un compte nominatif et un mot de passe robuste. Les clés USB et autres supports éventuels de sauvegarde ou de transfert doivent être identifiés et dédiés au marché.

### Engagement de confidentialité

Certaines prestations peuvent nécessiter la signature préalable d'un engagement de confidentialité par les salariés du TITULAIRE. Le cas échéant, le C.E.A indiquera au TITULAIRE les prestations concernées par cette mesure.

### Restitution des informations et supports

A l'achèvement du contrat, sauf clause contractuelle explicite, le TITULAIRE s'engage à restituer au C.E.A, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le C.E.A ou émis au titre du présent contrat.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde.

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	19/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	

## ANNEXE 3 Bordereau des prix

Mission	Quantité	Unité	Prix unitaire HT	Montant total HT	Coût total de la mission HT
Mission 1 : Consolidation des études					
Consolidation des études	1	Forfait		0,00 €	0,00 €
Réalisation des formalités administratives	1	Forfait		0,00 €	
Implantation de l'aire de stockage par un géomètre	1	Forfait		0,00 €	
DOE	1	Forfait		0,00 €	
Mission 2 : Terrassement					
Amenée du matériel	1	Forfait		0,00 €	0,00 €
Terrassement en déblais	13 400	m3		0,00 €	
Nappage TV	4890	m2		0,00 €	
Fossé périphérique en haut de talus	220	ml		0,00 €	
Mission 3 : Travaux de VRD					
Fourniture et mise en œuvre d'un muret	240	ml		0,00 €	0,00 €
Extrémité abaissée sur muret	2	U		0,00 €	
Bordures périphérique T2 coulée en place sur VIABEST	220	ml		0,00 €	
Fourniture et mise en place géotextile	7200	m2		0,00 €	
Fourniture et mise en œuvre GNT 0/20 ép. 30 cm	7200	m2		0,00 €	
Fourniture et mise en œuvre VIABEST ép. 8 cm	7050	ml		0,00 €	
Mise en œuvre de descente d'eau vers fossé bas	35	ml		0,00 €	
Fourniture et mise en œuvre busage du fossé principal	20	ml		0,00 €	
Création d'un ouvrage dessableur de raccordement du fossé supérieur	1	u		0,00 €	
Ensemencement par hydroseeding des talus	4000	m2		0,00 €	
Mission 4 : Repli de chantier					
Repli du matériel	1	U		0,00 €	0,00 €
Evacuation des déblais au site Belvédère dans le RJH	6400	m3		0,00 €	
Mission 5 : Aménagement du Belvédère					
Aménagement du Belvédère	1	Forfait		0,00 €	0,00 €
SOUS-TOTAL € HT					
					0,00 €
Part estimative sur devis préalable pour prestation complémentaires			15%		- €
TOTAL€ HT					
					0,00 €

Dispositions contractuelles du marché	Projet RJH / SC	B25-02267-SGU	5200XXXXX	20/20
	EMETTEUR	AFFAIRE	Numéro de marché	